

La guerre commence ici. Camp antimilitariste

du 12 au 17 Septembre 2012 au «GÜZ¹ Altmark»

Discussions et actions contre le centre d'entraînement au combat de la Bundeswehr et de l'OTAN.

Ennemi derrière la fenêtre. Couverture, orientation, tir. Rapide comme l'éclair, le simulateur de duel laser informe les combattants de qui a tiré et qui a été touché, qui continue à s'entraîner et qui reste étendu dans la steppe de Saxe-Anhalt. L'armée allemande et les soldats de pratiquement toutes les armées de l'OTAN s'entraînent au GÜZ-Altmark; ils y apprennent comment assiéger et occuper un village en Afghanistan, au Kosovo, ou – d'après des analyses de l'OTAN sur les guerres à venir – dans n'importe quelle ville du globe. C'est pour cela qu'en 2012 commencera sur le terrain du GÜZ la construction d'une ville de 500 bâtiments pourvue d'un aéroport et d'un métro, pour s'entraîner à la guerre dans les quartiers résidentiels, dans les rues d'un centre historique, dans les bidonvilles, les zones industrielles ou les centres commerciaux.

« Cette ville pourrait se trouver n'importe où sur la planète. » - Chef opérationnel du GÜZ

La Bundeswehr, l'OTAN et l'UE veulent faire du GÜZ un lieu central pour préparer les interventions dans la guerre qu'ils mènent à un niveau global, il s'agit donc pour nous de faire du camp un lieu central des luttes antimilitaristes. Tous ceux qui veulent contrer la militarisation des sociétés sont donc les bienvenus. Nous voulons saisir cette occasion pour discuter de nos différentes analyses et propositions, pour élaborer une stratégie contre leur stratégie, et expérimenter quelques pratiques de sabotage de la guerre. Parce que c'est là où la guerre commence qu'on peut l'arrêter.

Nous faisons actuellement l'expérience de la manière dont, à tous les niveaux, se construit le processus d'inclusion de la guerre dans le quotidien. Des situations de fait sont créées – plus d'interventions des armées, plus de morts en Méditerranée, plus de soldats en armes dans les rues – et d'immenses efforts sont déployés pour légitimer la gestion militaire des crises. Les guerres qui sont menées en notre nom devraient nous paraître aussi naturelles et inévitables que la tempête. Après un séisme, on envoie en guise de sauveteur des policiers militaires qui, l'urgence passée, retrouvent leur vrai visage : ils imposent l'interdiction de se rassembler et font la chasse aux pillards. Et puisque les armées sont aujourd'hui gérées comme des entreprises, nous devrions être les clients satisfaits du service public de la violence d'Etat. Dans le jargon spécialisé, la sécurité est désormais vendue comme une « prestation de gouvernance » pour laquelle nous devrions savoir, de temps à autre, sacrifier l'une ou l'autre de nos libertés.

Passés les murs de la métropole, on n'a jamais demandé aux apparences de faire illusion plus que l'instant d'un coup d'oeil, et encore jeté de loin. Et si l'on peut s'appuyer sur ce type de regard, c'est qu'il a, en Occident, sa tradition. La doctrine des Nations Unies « Responsibility to Protect » (R2P) sert ainsi à justifier des « interventions humanitaires ». La version Niebel² de la politique de développement autorise l'attribution de moyens directement aux intérêts allemands et à la coopération avec l'armée. Tout cela fleure bon le vieux chauvinisme colonial. On se félicite de protéger la vie nue des peuples pour pouvoir ignorer plus facilement leur droit à l'autodétermination. Le maintien d'un ordre économique qui ne présente pour la plupart aucune perspective assure ainsi lui-même la permanence de la demande pour ce genre de protection.

Entretemps, l'UE se met en ordre de bataille et « harmonise » ses lois et ses procédures. Pour l'heure, les Etats ne s'entendent pas encore sur tous les points. Pour l'heure, la militarisation n'est pas partout aussi avancée que dans le Val de Suse en Italie, où des paras tout juste revenus d'Afghanistan sont déployés contre les manifestants; en même temps, l'armée en Espagne a déjà servi à briser la grève des aiguilleurs du ciel. En Allemagne, en revanche, nombreux sont ceux qui prétendent toujours que la guerre n'est pas vraiment là. Pourtant, les va-t'en-guerre allemands ne sont pas les derniers à pousser à la mise en place internationale de la guerre intégrée en version 2.0. Il est temps que l'on s'organise au-delà des frontières contre les attaques par lesquelles l'ordre dominant tente de se sauver. La question des « Failed States » se pose aujourd'hui partout fondamentalement, et pas juste en Afrique – c'est à nous de la retourner contre l'establishment, de reprendre nos vies en main.

1 GefechtsÜbungs Zentrum : Centre d'Entraînement au Combat.

2 Du nom de l'actuel ministre allemand du Développement Economique

Normalité civilo-militaire

Plus les événements sont déterminés par la guerre, plus il devient clair que la lutte contre la guerre et la militarisation ne concerne pas seulement la pure survie de quelques-uns, mais la vie de tous. Même s'il y a de nombreuses différences dans la réalité sociale, tout au moins dans les formes et les dimensions de la violence qui s'y exerce, il y a une chose que toutes les facettes de la militarisation ont en commun : toute perspective d'autodétermination et d'émancipation doit céder à la gestion permanente de la misère. Et comme de tels durcissements des conditions de vie ne peuvent être imposés et maintenus que par la force, il faut logiquement répandre l'acceptation et la légalisation de la violence dans les conflits, acceptation dont on peut regretter qu'elle reste encore liée à la conformation patriarcale de la société.

Une société sur le pied de guerre doit être mise dans la disposition de penser que la violence n'est pas seulement inévitable, mais désirable ou même héroïque – à condition qu'elle soit exercée par les forces de l'ordre. Pour la justifier, il est toujours nécessaire de masquer les divergences dans les points de vue, dans les approches ou dans la définition des problèmes. Des structures complexes doivent être perçues comme des oppositions binaires, pour qu'à la fin ne demeure qu'une solution: la guerre. Par la construction de telles oppositions, la violence d'Etat se donne pour le seul moyen effectif de résoudre les conflits sociaux ou internationaux. Il y a seulement la Démocratie ou la Dictature islamiste, la femme ou l'homme, les sauvages ou l'Occident, la civilisation ou la barbarie, l'ordre ou le chaos. Certes, le monde réel, avec tous ses entrelacs, ses chevauchements, ses interdépendances, sert bien aux militaires à justifier des dépenses de plus en plus massives; mais dans la conduite de la guerre, il perturbe. Là, il faut des vrais mecs.

La violence sexualisée et la guerre vont toujours main dans la main. La contre-insurrection militarisée n'y fait pas exception. Des hordes de mecs armés qui se battent pour démolir le titre à la propriété ou à la souveraineté d'autres mecs. Parce que de tels titres sont toujours aussi des titres à disposer de „nos femmes“ dans le même temps où l'on prétend les protéger, les humiliations, le viol des femmes et la violence sexualisée contre les prisonniers masculins se reproduisent tous les jours, dans toutes les zones de guerre du globe. Les rapports de domination sont entremêlés avec l'ordre binaire des genres comme avec le militarisme. Tirons-en la seule conclusion possible: les rôles genrés et l'armée, il faut les attaquer, les affaiblir et les dissoudre!

L'asymétrie? Mais c'est pas une mauvaise idée, ça!

Pour construire une résistance efficace, il faut d'abord comprendre ce que nous avons à faire avec les nouvelles guerres. Non pas pour produire des rapport d'experts que personne ne lit, mais des savoirs partagés. Qu'est-ce qui a changé depuis la guerre froide? En quoi nos analyses se différencient-elles de celles des militaires? Y a-t-il vraiment une menace cachée derrière les „menaces asymétriques „ par quoi on légitime la guerre contre les populations? Y a-t-il vraiment une insurrection cachée derrière toutes ces stratégies de contre-insurrection? Comment nous positionnons-nous dans la guerre en cours? Qu'opposons-nous à la logique ami/ennemi, nous qui voyons bien, malgré notre profond mépris pour la guerre, la nécessité de combattre? Comment la stratégie de l'OTAN de la guerre en réseau, de la sécurité globale se manifeste-t-elle au niveau planétaire? Les tactiques sont-elles différentes selon les groupes visés?

Pour beaucoup au sein de l'UE, l'abolition des limites concernant le champ d'intervention des forces armées fait l'effet d'une nouveauté, les populations n'y étant désormais plus épargnées par l'exercice de la violence militaire. La guerre nous rend-elle tous égaux? Ou est-ce seulement au moment d'y mourir que la guerre nous rend tous pareils, le vieux principe „diviser pour mieux régner“ restant en vigueur ? Quel est le rôle de la contre-insurrection dans tout cela? Est-ce une tactique de déploiement ou un leitmotiv de gouvernance? Pour éviter de fausses analyses, il faut veiller, lorsque nous cherchons à appréhender leur stratégie, à ne pas nous égarer dans une pensée militarisée. Les militaires ne sont pas capables de mettre en oeuvre tout ce dont ils rêvent. Sur quoi s'appuie leur perspective cybernétique de mobilisation de toutes les sphères de la société pour la guerre? Les questions éthiques que cette perspective nie en bloc n'ont-elles vocation à resurgir que par opportunité tactique? A quel point les militaires eux-mêmes sont-ils dépassés par leurs propres exigences, et demeurent-ils prisonniers de la vieille idéologie de leur supériorité de naissance? Ou tout cela n'est-il que du show, comme les femmes en uniforme et les coopérations avec l'Union Africaine?

Il est certain que nous évoluons sur un terrain miné de contradictions : d'un côté, nous sommes tous globalement soumis au même principe de guerre, de l'autre il y a toujours quelque part une „vraie“ guerre ; dans certains endroits on meurt, dans d'autres non – et ça fait une différence radicale. Nous non plus, nous ne pouvons pas échapper à cette contradiction. Ainsi il est vrai que „nous autres Occidentaux“ sommes privilégiés, que plus de portes nous sont ouvertes qu'à d'autres, qui sont nés ailleurs. Mais c'est précisément au moment où la guerre fait à son tour son entrée chez nous que l'on va voir jusqu'à quel point nous sommes sérieux lorsque nous parlons de l'abolition des privilèges. Car alors la question n'est plus de proclamer verbalement combien nous en avons honte, mais de les mettre en jeu, en les utilisant comme part d'un autre Nous – un Nous qui lutte à l'échelle mondiale pour la libération. Ce qui fait également une différence, et qui n'est pas rien dans notre rapport à l'autre.

Drapeaux flottants sur la colline du général

Alors qu'est-ce qu'ils nous laissent savoir ? Il y a d'abord ce texte stratégique de l'Otan „Urban Operations in the Year 2020“. Comme, partout dans le monde, de plus en plus d'humains vivent dans les villes et s'y appauvrissent, il sera donc nécessaire de remédier aux déficits en capacités d'intervention en milieu urbain. Et comme les militaires ne réfléchissent pas sur les causes et les manières d'empêcher un tel appauvrissement, les émeutes sont simplement conçues comme des défis à relever. En plus de leurs particularités architecturales, c'est surtout le déploiement dans les zones habitées qui fait problème à l'armée : du fait que les combattants sont durs à distinguer de la population, il y a rapidement des victimes civiles (abréviation de l'Otan: CDs), qui provoquent des manifestations; bref : des déploiements inefficaces, voire même avortés ! Ainsi le militaire veut s'approcher et rentrer dans la société, aussi bien avec des universitaires en service commandé qu'avec des unités „robustes“, équipées avec des „armes à létalité réduite“ pour „contrôler les foules“.

Dans „Towards a Grand Strategy for an Uncertain World“, l'Otan conclut dès 2008 que l'unique chemin pour dépasser ces dangers se trouve dans une „approche globale et conjointe, qui inclut des ressources militaires et non-militaires.“ En 2010, la „Nato Research Commission“ juge les résultats peu encourageants, la souveraineté des Etats et les difficultés de coopération empêchant une réalisation efficace. Leur conseil: trouver de „nouvelles voies de collaboration pragmatique en dessous du niveau stratégique“. S'agit-il d'une nouvelle stratégie ou d'un pis-aller ? Le terme de „sécurité en réseau“ devrait-il nous rassurer, en nous procurant le sentiment d'être informés alors même que l'on ne nous donne aucune information ? Y a-t-il à s'inquiéter de ce que l'on nous dise que des choses vont être mises en réseaux entre des commissions *ad hoc*, des commandos interservices, des bases de données, des congrès policiers et autres exercices conjoints, sans jamais nous dire CE QUI va être mis en réseau? Est-ce que la collaboration des universités, de la Poste et des ONGs ou la privatisation des tâches militaires changent quoi que ce soit dans le processus de décision ? Ou est-ce que la collaboration civil-militaire n'est qu'un nouvel emballage pour le vieux fantasme d'un Etat policier totalitaire ?

„Sécurité en réseau“ ou la contre-insurrection en civil

Ordinairement utilisée comme synonyme d'anti-émeute dans les discussions en Allemagne, la contre-insurrection pourrait bien être un concept général de gouvernement, dans lequel il ne s'agirait pas de régler des conflits, mais de faire perdurer l'état d'exception à perte de vue, dès lors qu'il aura été mis en place. Parce que la déstabilisation d'une société produit la légitimation de son contrôle militaro-policier en continu - jusqu'à l'installation de protectorats – dans le même temps où elle vous dispense de présenter au débat public des alternatives. Ce qui prend l'apparence, en Iraq ou en Afghanistan, d'un manque de plans pour un ordre d'après-guerre ou d'une incapacité à les imposer, pourrait être le coeur même de la chose : la contre-insurrection comme gestion de crise permanente, qui s'inscrit dans la durée. Car tant que la crise persiste, il ne reste plus de temps pour les changements sociaux; et il est plus facile de faire accepter les restrictions imposées à la liberté de circulation, le paternalisme et l'oppression.

La contre-insurrection vise à sédatiser la société. A l'opposé de ce que suggère le mot, la répression ouverte est loin d'être toujours le moyen retenu. Pour elle, le plus important, plutôt que de faire taire ceux qui entreprennent de lutter, c'est que tous les autres ne voient pas de sens dans ce qu'ils disent. Comme la perception est son premier terrain de combat, certaines questions sont censées ne même pas surgir. Et la diffusion des „armes à létalité réduite“ montre qu'il ne s'agit pas de „résoudre“ les conflits, mais plutôt de contrôler leur éclosion, et, là où c'est possible, de l'éviter carrément. Analyse coûts-avantages, calcul de risques, comme dans l'assurance. Comme la contre-insurrection dérive de la créativité des insurrections, et se trouve par là toujours à la traîne, elle tente de compenser ce déficit par des études méticuleuses, la

violence, des appareils énormes et la prévention. Restructurer des quartiers, intimider des sympathisants, isoler les ennemis, créer des images de l'ennemi, pour que la population prenne ses distances et se désarme d'elle-même. La „COIN“ (COntre-INsurrection en jargon Otan) veut s'imprimer sur un public dépolitisé et passif, et c'est en ce sens qu'elle est constructive. En même temps, comme stratégie de pur maintien du pouvoir, elle reste aussi mortelle et réactionnaire que les guerres du colonialisme, dans lesquelles elle a été développée. Comme modèle de gouvernance, elle représente l'extinction du politique : l'arrêt de tout débat public sur les causes de la situation actuelle, la fin de la recherche de perspectives un tant soit peu différentes. L'oubli organisé.

Pourtant la contre-insurrection reste une épée à double tranchant. Un système qui a besoin de se préparer à combattre des insurrections, admet implicitement qu'il n'est plus question d'apporter des corrections à une machine qui, par ailleurs, tournerait sans heurts. Le fait que des insurrections surviennent effectivement est secondaire. Mais le fait qu'elles puissent avoir lieu, qu'elles soient considérées par le pouvoir comme possibles, suffit à attirer l'attention sur les raisons de se soulever. Sur le point aveugle, sur l'empereur nu. Peut-être que si l'on parle tant de la sécurité, c'est pour ne pas parler de la contre-insurrection ? Parce que les cartes pourraient changer de mains à tout instant. Car quoi qu'il arrive, dans le combat contre l'insurrection, résonne le fait que la question est bien de se libérer d'un certain régime – et, que dans le futur, ce sera bien plus qu'une poignée de radicaux qui vont reprendre la lutte.

Partageons nos expériences de lutte

A l'heure où tout est censé devenir un front, nous ne pouvons plus considérer l'opposition à la militarisation et à la guerre comme le domaine réservé du mouvement pacifiste et des antimilitaristes. C'est parce que la militarisation durcit les conditions de toute lutte d'émancipation, que nous pensons que vous devriez tous venir discuter des questions que soulève ce camp! Nous trouvons nécessaire d'avoir les échanges les plus vastes possibles si l'on veut construire une résistance efficace. Face à l'accélération globale de la militarisation des sociétés, nous considérons que l'invitation doit être, en bonne logique, aussi internationale que possible. Nous traduirons cet appel en toutes les langues que nous pourrons, et nous contacterons toutes les personnes potentiellement intéressées. Nous organiserons ensemble la traduction sur place; d'une manière ou d'une autre, cela a toujours bien fonctionné.

Afin de mettre fin à la mise en forme du monde pour la guerre

Il s'agit pour nous, avec le camp au GÜZ, de discuter ensemble des stratégies militarisées de maintien de la domination et de trouver leur talon d'Achille. Dans le principe comme dans la pratique. C'est parce que nous prenons la liberté de toujours nous poser la question „Quelle vie voulons-nous vivre ?“, parce que nous refusons l'idée d'une humanité qui demande soit le contrôle, soit le sang, et parce que nous ne nous retrouvons pas dans le mot d'ordre „Il n'y a pas d'alternative“, que nous croyons possible d'assécher la mer au principe de guerre sous toutes ses formes, de ne pas tomber dans le piège de l'introjection paternaliste („Qu'est-ce qui est le mieux pour l'Afghanistan ? “), et d'empêcher les militaires de réquisitionner à leurs fins la moindre parcelle de notre monde et de nos vies. Et cela pratiquement, s'entend. Cela nous conduit à la deuxième orientation importante de notre camp.

Qui peut penser doit agir !

Le GÜZ est un des principaux lieux en Allemagne où se prépare la guerre. Avec ses transports d'armes réguliers, les prévisibles chantiers pour bâtir le nouveau site d'entraînement au combat urbain, ses installations laser high-tech et bien d'autres occasions, le GÜZ nous offre l'opportunité de mettre pratiquement des bâtons dans les roues d'une machine de guerre, et d'apprendre à le faire. Des unités de toute l'armée allemande s'entraînent au GÜZ pendant 14 jours avant d'être déployées, en Afghanistan ou ailleurs. Elles voyagent avec leurs propres machines lourdes, leur propre équipement, leurs propres armes. Le GÜZ est immense, et presque sans clôture. Le planning des entraînements militaires est complet, il n'y a pas de place pour les délais. Nous voulons démontrer en pratique que c'est là où la guerre commence que nous pouvons l'arrêter. En ce sens, toutes les formes d'action qui perturbent, sabotent ou bloquent le déroulement des exercices en cours, seront pour nous les bienvenues !

Pour toutes ces raisons, nous vous appelons à venir participer au camp antimilitariste au GÜZ-Altmark du 12 au 17 septembre 2012 et à combattre avec nous pour un monde meilleur!

<http://warstartsherecamp.org>